



BRICQUEBEC
EN COTENTIN

Maître de l'ouvrage :

Ville de BRICQUEBEC-EN-COTENTIN

Place de la Mairie – Hôtel de Ville – BP 31 – 50260 BRICQUEBEC-EN-COTENTIN

MARCHE DE TRAVAUX

établi selon la procédure adaptée
conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1-1° et R.2123-4 du code de la commande publique

OBJET DU MARCHE :

TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'ISOLATION
DE LA SALLE DENOMMEE ESPACE CADEL
1 BIS RUE DU PARC
A BRICQUEBEC-EN-COTENTIN (50260)

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :

Lundi 27 mai 2024 – 12h00

Table des matières

1- Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
2- Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Variantes	4
2.3 - Prestations Supplémentaires Eventuelles	4
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
3- Les intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Bureau de Contrôle – Coordonnateur SPS	5
4- Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5- Contenu du dossier de consultation	5
6- Présentation des candidatures et des offres	6
7- Conditions d'envoi des plis	8
7.1 - Transmission électronique	8
7.2 - Copie de sauvegarde	9
7.3 - Informations	10
8- Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9- Renseignements complémentaires	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

1-Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux entrant dans le cadre de l'opération désignée :

Travaux de réhabilitation et d'isolation de la salle dénommée Espace Cadel

Lieu d'exécution : 1bis rue du Parc, Bricquebec, 50260 BRICQUEBEC-EN-COTENTIN.

1.2 - Mode de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1° et R.2123-4 du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en **2 lots** :

Code CPV principal : 45261000-4 Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

N° du lot	Libellé	Code CPV
O1	Couverture	45261213-0 Travaux de couverture métallique
O2	Bardage - Charpente	45262650-2 Travaux de bardage

Chaque lot fera l'objet d'un marché. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un lot, plusieurs lots ou tous les lots.

Les travaux sont prévus en une tranche unique.

2- Conditions de la consultation

Le projet, tel que défini par les CCTP, devra être chiffré obligatoirement par toutes les entreprises, de façon à constituer la base de leur proposition.

Toutes les erreurs qui pourraient être relevées dans les CCTP ou sur les plans après la remise des offres ne pourront en aucun cas, conduire à des modifications du prix.

Les entreprises seront donc tenues de signaler au Maître d'ouvrage ces erreurs ou omissions avant la remise de l'offre.

Les incidences nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'art ou pour une finition parfaite des ouvrages, seront implicitement incluses dans l'offre de l'Entreprise.

Le marché sera à prix global et forfaitaire.

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Variantes

Variantes exigées :

Les candidats présenteront un dossier général "Variantes" distinct de l'offre de base. Ce dossier comportera obligatoirement une présentation détaillée de la ou des variantes proposées ainsi qu'une comparaison précise avec la solution de base sur les plans technique et financier.

- Lot 01 – Couverture

Variante 01

L'offre de base prévoit la fourniture et pose de couvertines en zinc RAL 2100.

Une variante 01 devra être proposée avec des couvertines en bac acier imitation zinc RAL 2100.

- Lot 02 – Bardage - Charpente

Variante 02

L'offre de base prévoit la fourniture et pose de panneaux de bardage Type Trespa (Réf : A 21.1.O/ST) : Winter Grey.

Une variante 02 devra être proposée avec des panneaux de bardage type Hardie® Panel de James Hardie ou équivalent.

- Lot 02 – Bardage - Charpente

Variante 03

L'offre de base prévoit la fourniture et pose de bardage en bois Douglas, pose verticale.

Une variante 03 devra être proposée avec des bardages en bois en Red Cedar, pose verticale.

Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.3 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3- Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

Service Technique de la ville de BRICQUEBEC-EN-COTENTIN

3.2 - Bureau de Contrôle – Coordonnateur SPS

Sans objet

4- Conditions relatives au contrat

4.1 - Délai d'exécution

Le **délai global d'exécution des travaux** est de **TRENTE (30) JOURS** hors période de préparation à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage de chantier.

L'entreprise indiquera dans son offre la date prévisionnelle d'intervention, qui sera **obligatoirement avant la prochaine saison de chauffe**.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots
- Une attestation de visite
- Le dossier de Diagnostics Techniques.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune

réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats par téléchargement à partir du profil acheteur à l'adresse :

<http://marchespublicsmanche.fr>

Le retrait électronique du DCE peut être effectué, au choix des candidats, de façon anonyme ou après identification sur le profil d'acheteur. L'attention des candidats est attirée sur le fait que le choix du retrait anonyme induit que le candidat :

- ne recevra aucune alerte par courriel,
- prend la décision de venir vérifier régulièrement si une question/réponse a été publiée ou si une modification a été apportée aux documents de la consultation.

Les candidats sont donc invités à créer un compte sur le profil d'acheteur.

6- Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R.2143-3 à R.2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Formulaire DC1 - Lettre de candidature, dûment renseigné et habilitation du mandataire par ses cotraitants complétée, datée et signée
Déclaration sur l'honneur visée à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Formulaire DC2 - Déclaration du candidat, dûment renseigné et accompagné des documents suivants :
Copie des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle ainsi qu'une assurance décennale

Renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise : Mémoire technique spécifique à l'opération contenant les éléments suivants :

Libellés
Description des effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
Description du matériel technique et de l'outillage dont dispose l'entreprise pour la réalisation de travaux de même nature
Note méthodologique spécifique à l'opération
Phasage et planning d'exécution des travaux faisant apparaître les phases études et travaux avec détail des tâches
Références et liste des travaux en rapport avec l'objet de la consultation, éventuellement accompagnées d'attestations de bonne exécution des travaux pour les trois dernières années d'exercice et de certificats de qualification professionnelle en lien avec les compétences attendues

Autres pièces :

Libellés
Attestation de visite dûment remplie, datée et signée

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Les candidats souhaitant répondre à plusieurs lots peuvent ne fournir qu'une DC1 et DC2 dès lors qu'ils indiquent dans celles-ci les lots auxquels ils répondent.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, tous ces documents devront être rédigés pour chaque membre du groupement.

En cas de sous-traitance : il faudra fournir en plus **l'imprimé DC4** (la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique), l'attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) dûment complété
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à accepter sans modification
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du (des) lot (s) concerné (s) à accepter sans modification

Les éventuels actes de sous-traitance
Le devis détaillé fourni par l'entreprise.

Visite du site :

Le lieu reste accessible au public. La visite du site est obligatoire.

L'**attestation de visite** (pièce du DCE), dûment remplie, datée et signée, devra être déposée avec les pièces demandées pour la candidature.

Pour le dépôt de leurs offres et pour l'établissement de leurs prix, les candidats sont donc réputés avoir pris connaissance des lieux, de la nature des prestations à réaliser ainsi que de l'ensemble des sujétions et des contraintes qui en découlent.

Dates de visites :

- Lundi 29 avril 2024
- Mardi 14 mai 2024.

Inscription obligatoire pour les visites :

Ville de Briquebec-en-Cotentin - Services Techniques : 02 33 87 22 50.

La remise des offres vaut acceptation par le soumissionnaire de l'ensemble des pièces du dossier de consultation des entreprises, sans modification.

7- Conditions d'envoi des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<http://marchespublicsmanche.fr>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre, telles que définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci **annule et remplace** l'offre précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualité, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Copie de sauvegarde

Afin de pallier tout problème technique lors de la transmission électronique, l'opérateur économique peut transmettre sa candidature et son offre sur support physique électronique (CD-ROM ou clef USB). Cette copie doit parvenir au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Elle sera transmise sous pli cacheté, avant la date de remise des candidatures ou des offres, portant en mentions **l'objet du marché** et **"Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR"**.

Elle devra parvenir par courrier contre signature (LRAR, Chronopost, ou autre Transporteur) à l'adresse de la collectivité indiquée en page de garde.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, **si elle est transmise dans les conditions précitées**, n'est ouverte en lieu et place des plis contenant la candidature ou l'offre transmise par voie électronique, que lorsque ces derniers **ne peuvent être ouverts, ne sont pas parvenus dans les délais** (si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis) ou **contiennent un programme malveillant**. Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

7.3 - Informations

La signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre.

Par ailleurs, l'acte d'engagement transmis par voie électronique sera re-matérialisé au stade de l'attribution et donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les deux parties.

8- Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

La vérification du respect des conditions de présentation des candidatures et des conditions de participation (aptitude et capacités techniques, professionnelles et financières) sera effectuée conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **5 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-6 et R.2152-1 à R.2152-5 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur public peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à conditions qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres et ne peut en aucun cas affecter leurs caractéristiques économiques.

La note totale de chaque candidat (sur 100 points) sera obtenue en additionnant les notes relatives à chaque critère.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critère n°1 : Le prix (noté sur 60 points)

Afin de rendre compte des écarts de prix entre les offres, une méthode de notation proportionnelle sera utilisée :

$$\text{Note} = (\text{valeur de l'offre la moins disante} / \text{valeur de l'offre étudiée}) \times 60$$

L'entreprise moins-disante obtiendra donc une note de 60, la note des autres entreprises étant calculée en rapport. La note obtenue sera arrondie au centième.

Critère n°2 : La valeur technique (noté sur 40 points)

Ce critère sera évalué au regard du mémoire technique remis et selon les quatre (4) sous-critères suivants :

- Sous-critère n°2.1 : Moyens spécifiquement dédiés à l'opération (noté sur 10 points)
- Sous-critère n°2.2 : Qualité de la méthodologie de réalisation de l'opération et adaptation aux spécificités du projet (noté sur 10 points)
- Sous-critère n°2.3 : Phasage et planning d'exécution des travaux faisant apparaître les phases études et travaux avec détail des tâches (noté sur 15 points)
- Sous-critère n°2.4 : Qualité des références similaires (noté sur 5 points)

La notation du critère n°2 « valeur technique » sera faite sur les bases suivantes :

Appréciation	Note
Réponse nulle	0 %
Réponse insuffisante	10 %
Réponse moyennement satisfaisante	40 %
Réponse correcte	75 %
Réponse très complète	100 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées au devis détaillé et à l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et le montant du devis détaillé seront rectifiés en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

Lors de l'analyse des offres, le maître d'œuvre posera éventuellement des questions aux entrepreneurs. La réponse faite par les entreprises pourra alors modifier le contenu et le prix. Dans ce cas, les candidats devront remettre de nouveaux devis et AE.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec l'ensemble des candidats. Toutefois, celui-ci se réserve la possibilité d'attribuer le présent marché sur la base des offres initiales, sans négocier et sans formalités supplémentaires, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **6 jours**.

9- Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard **8 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil d'acheteur à l'adresse URL suivante : <http://marchespublicsmanche.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **5 jours au plus tard** avant la date limite de réception des offres.

9.2 - Procédures de recours

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au tribunal territorialement compétent à savoir :

Tribunal Administratif de Caen

3 Rue Arthur Leduc BP 25086

14050 CAEN CEDEX 4

Tél : 02 31 70 72 72 Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.